

Communiqué de presse

Paris, le 24 octobre 2025

LA DÉMOGRAPHIE A BON DOS !

Le **SNALC**, syndicat représentatif des personnels de l'Éducation nationale, est atterré par les propos tenus par la ministre des comptes publics, Amélie de Montchalin, ce vendredi 24 octobre dans l'émission Télématin.

Interrogée sur les 2000 suppressions d'emplois de fonctionnaires envisagées par le gouvernement, la ministre a osé répondre : *« on a donc besoin — je vous donne un exemple — de plus de militaires, de plus de policiers, de plus de gendarmes... eh bien on les recrute ! Mais on fait aussi le constat qu'il y a moins d'enfants dans les écoles, donc il y a un peu moins de professeurs dans les classes. En revanche, on voit qu'il faut qu'on forme mieux les enseignants. »*

Elle persiste et signe quelques secondes plus tard : *« ce sont des choix que nous proposons pour à nouveau renforcer notre service public ».*

Le **SNALC** rappelle que la France est l'un des pays riches où les classes sont les plus chargées en maternelle comme en élémentaire. La baisse assez récente de la moyenne s'explique en grande partie par les dédoublements de classe en grande section, CP et CE1 de l'éducation prioritaire. En collège et en lycée, les classes françaises sont surchargées : les séries générales et technologiques entre 30 et 35 élèves, voire au-delà, sont une norme dans l'urbain et le périurbain.

Le **SNALC** rappelle aussi ce qu'est la pyramide des âges des personnels enseignants, qui va entraîner des départs massifs en retraite dans un avenir proche. Quitte à s'intéresser à la démographie, il serait bon de connaître celle des personnels dont on a la charge.

Le **SNALC** rappelle enfin que sous le premier quinquennat d'Emmanuel Macron, alors que la démographie était à la hausse dans le second degré, le gouvernement y a supprimé près de 8 000 postes. Une période durant laquelle Amélie de Montchalin a été, pendant 2 ans, ministre de la transformation et de la fonction publiques. Mais visiblement, elle n'était pas encore au point sur les questions démographiques pour lutter contre ces suppressions de postes. Peut-être a-t-elle besoin qu'on la forme mieux.

Pour le **SNALC**, cette sortie de route de la ministre est une insulte faite à l'Éducation nationale et à ses personnels. Alors que notre École traverse une crise sans précédent, que l'attractivité et le pouvoir d'achat sont au plus bas, et que les conditions de travail des professeurs — perte de sens et d'autorité, violences quotidiennes, réformes absurdes... — se sont considérablement dégradées depuis 8 ans, nous n'avons pas besoin que la ministre de la fonction publique cède à la facilité d'un raisonnement simpliste, elle qui devrait nous défendre.

Nous demandons à la ministre qu'elle présente des excuses publiques à l'ensemble de la profession, et qu'elle tire les conséquences des effets de son engagement politique passé comme présent.

Contact :Jean-Rémi GIRARD, président du SNALC, jr.girard@snalc.fr